

Convention concernant les travailleurs frontaliers des États membres de l'Union occidentale (Bruxelles, 17 avril 1950)

Légende: Convention concernant les travailleurs frontaliers, signée à Bruxelles le 17 avril 1950 et entrée en vigueur le 10 octobre 1951, visant à étendre la coopération dans le domaine social entre les États membres de l'Union occidentale.

Source: Convention concernant les travailleurs frontaliers, signée à Bruxelles, le 17 avril 1950, Copie certifiée conforme à l'exemplaire original unique en langues anglaise et française, déposé aux archives du Secrétariat Général de la Commission Permanente du Traité de Bruxelles à Londres. Londres: Commission permanente du traité de Bruxelles, [s.d.]. 10 p. .

Archives nationales du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg. <http://anlux.lu/>, Ministère des Affaires Etrangères, 1732-1999. Ministère des Affaires Etrangères - Traités et Conventions (à partir de 1945). Convention concernant les travailleurs frontaliers, conclue entre les parties contractantes du Traité de Bruxelles, AE TC 446.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/convention_concernant_les_travailleurs_frontaliers_des_etats_membres_de_l_union_occidentale_bruelles_17_avril_1950-fr-2b309ebe-bb6f-45bf-9d24-9e9a856370b9.html

Date de dernière mise à jour: 24/01/2013

COMMISSION PERMANENTE DU TRAITE DE BRUXELLES

BRUSSELS TREATY PERMANENT COMMISSION

C O N V E N T I O N

CONCERNANT LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS,

SIGNEE A BRUXELLES, LE 17 AVRIL 1950.

C O N V E N T I O N

CONCERNING FRONTIER WORKERS,

SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 17. 1950.

COMMISSION PERMANENTE DU
 TRAITE DE BRUXELLES

CONVENTION
 CONCERNANT
 LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS

Les Gouvernements de la Belgique, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

Résolus, conformément aux buts du Traité de Bruxelles, signé le 17 mars 1948, à étendre leur coopération dans le domaine social;

Considérant le régime auquel sont soumis, en vertu des conventions bilatérales actuellement en vigueur, les travailleurs frontaliers, dans les territoires des Parties Contractantes;

Sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1er

(a) Par travailleurs frontaliers, il y a lieu d'entendre les ressortissants des Parties Contractantes, qui, tout en conservant leur domicile dans une zone frontalière de l'une de ces Par-

BRUSSELS TREATY
 PERMANENT COMMISSION

CONVENTION
 CONCERNING
 FRONTIER WORKERS

The Governments of Belgium, France, Luxembourg, the Netherlands and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;

Being resolved, in accordance with the purposes of the Brussels Treaty signed on 17th March, 1948, to extend their co-operation in the social field; and

Considering the existing regulations applying to frontier workers in the territories of the Contracting Parties under the bilateral conventions at present in force;

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

(a) By frontier workers shall be understood nationals of the Contracting Parties who, while continuing to be ordinarily resident in the frontier zone of one of the Parties,

ties, où ils retournent en principe chaque jour, vont travailler, en qualité de salariés, dans la zone frontalière limitrophe d'une autre de ces Parties.

(b) Les ressortissants des Parties Contractantes auxquels s'applique la présente Convention sont énumérés à l'Annexe à la Convention, Annexe qui formera partie intégrante de cette dernière.

ARTICLE 2

Sont considérées comme zones frontalières, au regard de la présente Convention, les zones situées de part et d'autre d'une frontière et délimitées par les conventions bilatérales qui sont ou seront en vigueur entre les Parties Contractantes. En principe, ces zones ont une profondeur de 10 kms.

ARTICLE 3

Les travailleurs frontaliers sont autorisés à passer la frontière pour gagner le lieu de leur travail, s'ils sont en possession d'une carte de travailleur frontalier, dont le modèle et les conditions de délivrance, de validité et de retrait sont déterminées par la convention bilatérale en vigueur entre le pays du domicile et le pays du lieu de travail.

ARTICLE 4

Les cartes de travailleurs frontaliers sont délivrées et visées gratuitement.

ARTICLE 5

(a) L'autorisation de délivrance et de renouvellement de la carte de travailleur frontalier est subordonnée à la situation du marché du travail dans

to which they normally return each day, are engaged in paid employment in the adjoining frontier zone of another of the Contracting Parties.

(b) The nationals of the Contracting Parties, to which the present Convention shall apply, are specified in the Annex to the Convention which shall be an integral part thereof.

ARTICLE 2

For the purposes of the present Convention, frontier zones shall be understood to be zones situated on each side of a frontier and defined by bilateral conventions which are or may be in force between the Contracting Parties. In principle these zones are 10 kilometres in depth.

ARTICLE 3

Frontier workers shall be authorised to cross the frontier in order to reach their place of work if they are in possession of a frontier workers' card. The form of this card and the conditions of issue, validity and withdrawal shall be as laid down in the bilateral convention in force between the country of residence and the country of employment.

ARTICLE 4

Frontier workers' cards shall be issued and stamped free of charge.

ARTICLE 5

(a) The authorisation for the issue and renewal of frontier workers' cards shall be dependent on the situation in the labour market relating

[considérées]

la profession et la région¹ du pays du lieu de travail.

(b) Par dérogation au paragraphe précédent, le renouvellement de la carte de travailleur frontalier est automatiquement autorisée pour la profession inscrite sur ladite carte, lorsque le travailleur frontalier justifie de cinq années de travail ininterrompu à la date d'expiration du titre soumis à renouvellement et sous réserve qu'il réunisse les conditions fixées par la convention bilatérale.

ARTICLE 6

(a) Les travailleurs frontaliers doivent recevoir, à travail égal, un salaire égal à celui des nationaux occupés dans la même profession et la même région.

(b) Les travailleurs frontaliers jouissent de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays du lieu de travail pour tout ce qui concerne l'application des lois, règlements et usages régissant la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail.

(c) Sauf dérogations particulières résultant d'accords spéciaux, les frontaliers doivent être assimilés aux travailleurs occupés dans le pays de leur domicile en ce qui concerne l'aide aux travailleurs sans emploi.

ARTICLE 7

Les salaires, primes ou indemnités sont payés au travailleur frontalier dans la monnaie du pays du lieu de travail.

ARTICLE 8

Les travailleurs frontaliers sont soumis, en ce qui concerne les modalités de transferts monétaires,

to the occupation and the particular locality in the country of employment.

(b) Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, the renewal of a frontier worker's card, enabling the holder to engage in work in the occupation indicated thereon, shall be automatically authorised if the frontier worker has completed five years of continuous work on the date renewal is applied for, provided he satisfies all the conditions laid down by the applicable bilateral convention.

ARTICLE 6

(a) Frontier workers shall receive for equivalent work pay equal to that received by nationals of the country of employment for the same occupation and in the same locality.

(b) Frontier workers shall enjoy equality of treatment with the nationals of the country where they are working as regards the application of laws, regulations and practices governing safety, health and conditions of work.

(c) Except in cases where stipulations to the contrary are expressly stated in special agreements, frontier workers shall be entitled to the same unemployment benefits as workers in their country of residence.

ARTICLE 7

Wages, bonuses or allowances paid to frontier workers shall be paid in the currency of the country of employment.

ARTICLE 8

Frontier workers shall, as far as currency transfers, taxation and social security are concerned, be sub-

les mesures d'ordre fiscal, le régime de sécurité sociale, à la réglementation découlant des accords conclus entre leur pays de domicile et le pays du lieu de travail.

ARTICLE 9

Lorsque des mesures plus favorables que celles qui résultent des dispositions de la présente convention sont déjà appliquées par certaines des Parties Contractantes ou seraient appliquées à l'avenir, en vertu de conventions bilatérales ou d'accords spéciaux tendant à favoriser la libre circulation des travailleurs, le bénéfice de ce traitement plus favorable ne pourra être réclamé, en vertu de la présente Convention, par les travailleurs frontaliers occupés ou ayant leur domicile sur le territoire de celles des Parties qui ne participent pas à la convention bilatérale ou aux accords spéciaux susvisés.

ARTICLE 10

La présente Convention peut être étendue avec le consentement de toutes les Parties Contractantes de cette Convention, aux ressortissants de tout pays qui aura conclu un accord bilatéral concernant les travailleurs frontaliers avec une des Parties de la présente Convention.

ARTICLE 11

(a) Des arrangements entre les autorités compétentes des Parties Contractantes fixeront, le cas échéant, les mesures nécessaires à l'application de la présente Convention.

(b) Tout différend venant à s'élever entre deux ou plusieurs Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera résolu par voie de négociation directe.

ject to the regulations laid down in agreements concluded between their country of residence and their country of employment

ARTICLE 9

Where more favourable measures than those accorded by the provisions of the present Convention are or may in future be applied by certain of the Contracting Parties in pursuance of bilateral conventions or special agreements providing for the free movement of workers, that more favourable treatment cannot be claimed under the present Convention by frontier workers who are employed or who are ordinarily resident in the territory of Contracting Parties which are not parties to the bilateral convention or special agreements referred to above.

ARTICLE 10

The present Convention may be extended, with the consent of all the Contracting Parties, to nationals of any country which has concluded a bilateral agreement concerning frontier workers with one of the Parties to the present Convention.

ARTICLE 11

(a) Arrangements for the application of the present Convention will, if required, be made between the competent authorities of the Contracting Parties.

(b) Any disagreement between two or more of the Contracting Parties arising out of the interpretation or application of the present Convention shall be resolved by direct negotiation.

(c) Si ce différend ne peut être résolu dans un délai de trois mois à dater du début de la négociation, il sera soumis à l'arbitrage d'un organisme dont la composition sera déterminée par accord entre les Parties Contractantes; la procédure à suivre sera établie dans les mêmes conditions.

(d) La décision de l'organisme arbitral sera prise conformément aux principes fondamentaux et à l'esprit de la présente Convention; elle sera obligatoire et sans appel.

ARTICLE 12

(a) La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que possible auprès du Secrétaire Général de la Commission Permanente du Traité de Bruxelles.

(b) Elle entrera en vigueur entre les signataires qui l'auront ratifiée deux mois après le dépôt du troisième instrument de ratification. Pour chacun des autres signataires, elle entrera en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel son instrument de ratification aura été déposé.

(c) La présente Convention restera en vigueur sans limitation de durée sous réserve du droit pour chaque Partie Contractante de la dénoncer par notification adressée au Secrétaire Général; la dénonciation prendra effet six mois après sa réception.

(d) Le Secrétaire Général informera les autres signataires du dépôt de chaque acte de ratification ou de dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouverne-

(c) If any such disagreement cannot be resolved by such negotiation within a period of three months from the commencement of the negotiation, the disagreement shall be submitted to arbitration by an arbitral body whose composition and procedure shall be determined by agreement between the Contracting Parties.

(d) The decision of the arbitral body shall be given in accordance with the fundamental principles and spirit of the present Convention and shall be accepted as final and binding.

ARTICLE 12.

(a) The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited as soon as possible with the Secretary-General of the Brussels Treaty Permanent Commission.

(b) It shall enter into force between those signatories which have ratified it two months after the day on which the third instrument of ratification shall have been deposited and shall enter into force for each of the other signatories on the first day of the month following that in which its instrument of ratification is deposited.

(c) The present Convention shall continue in force subject to the right of each Contracting Party to withdraw by giving notice to the Secretary-General which shall take effect six months after its receipt by him.

(d) The Secretary-General will inform the other signatories of the deposit of each instrument of ratification and of each notice of withdrawal.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their res-

ments respectifs, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Bruxelles, le 17 avril 1950, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aux archives du Secrétariat Général de la Commission Permanente du Traité de Bruxelles et dont copie certifiée conforme sera transmise par le Secrétaire Général à chacun des Gouvernements signataires.

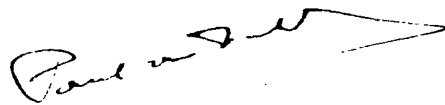
Dans le plus bref délai, il sera établi un texte de la présente Convention en langue néerlandaise et, aussitôt que ce texte aura été approuvé par les Gouvernements signataires, il fera également foi.

pective Governments, have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Brussels, this 17th day of April, 1950, in English and French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Secretariat-General of the Brussels Treaty Permanent Commission, and of which a certified copy shall be transmitted by the Secretary-General to each of the signatory Governments.

As soon as possible, a text of the present Convention in the Netherlands language will be prepared and, as soon as this text has been agreed by all signatory Governments the text in the Netherlands language will also be authoritative.

ROYAUME BELGE: FOR THE GOVERNMENT OF BELGIUM:

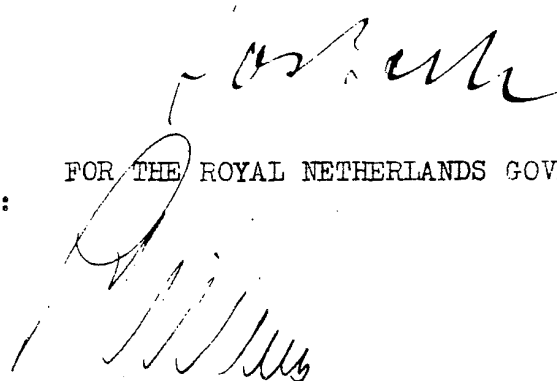


LA REPUBLIQUE FRANCAISE: FOR THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC:



LUXEMBOURGEOIS: FOR THE GOVERNMENT OF LUXEMBOURG:

LE ROYAUME DES PAYS-BAS: FOR THE ROYAL NETHERLANDS GOVERNMENT:



POUR LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE
GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

FOR THE GOVERNMENT OF THE UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN
IRELAND:



A N N E X ERESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTAN-
TES AUXQUELS S'APPLIQUE LA CONVENTION:

BELGIQUE: Personnes de nationalité belge.

FRANCE: Personnes de nationalité française.

LUXEMBOURG: Personnes de nationalité luxembourgeoise.

PAYS-BAS: Personnes de nationalité néerlandaise.

ROYAUME-UNI
DE GRANDE-
BRETAGNE ET
D'IRLANDE
DU NORD:

Citoyens du Royaume-Uni
et de ses colonies.

A N N E XNATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES
TO WHICH THE CONVENTION APPLIES:

BELGIUM: Persons having Belgian nationality.

FRANCE: Persons having French nationality.

LUXEMBOURG: Persons having Luxembourg nationality.

NETHERLANDS: Persons having Netherlands nationality.

UNITED KING-
DOM OF GREAT
BRITAIN AND
NORTHERN IRE-
LAND:

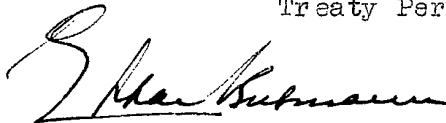
Citizens of the United
Kingdom and Colonies.

Copie certifiée conforme à l'exem-
plaire original unique en langues
anglaise et française, déposé aux
archives du Secrétariat Général de
la Commission Permanente du Traité
de Bruxelles à Londres,

Le Ministre Plénipotentiaire,
Secrétaire Général de la
Commission Permanente du
Traité de Bruxelles,

Certified to be a true copy of the
original document deposited in the
archives of the Secretariat-General of
the Brussels Treaty Permanent Commission,

Minister Plenipotentiary,
Secretary-General of the Brussels
Treaty Permanent Commission,



E. STAR BUSMANN.